

**Rôle-conseil  
auprès du ministre  
en titre responsable  
de la science et  
du gouvernement**



**Le scientifique en chef conseille  
le ou la ministre de l'Économie,  
de l'Innovation et de l'Énergie,  
en matière de développement  
de la recherche et de la science.  
Il conseille aussi les autres  
membres du Conseil des  
ministres sur toute question  
scientifique susceptible d'éclairer  
les politiques publiques et émet  
des avis de nature scientifique.  
Il promeut le conseil scientifique  
aux niveaux municipal, régional,  
national et international,  
de même que la diplomatie  
scientifique.**

# La création d'un lien entre la science et le gouvernement



À l'Assemblée nationale du Québec en 2023  
Crédit photo : FRQ

## Le conseil scientifique et ses quatre formes

Dans la pratique, le rôle-conseil du scientifique en chef prend quatre formes.

### 1. Rôle-conseil relatif aux politiques ou aux stratégies scientifiques du gouvernement

Le scientifique en chef a participé aux travaux qui ont mené à la *Politique nationale de recherche et d'innovation 2014-2019*, pilotée par le ministre Duchesne, à la *Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022*, sous l'autorité de la ministre Anglade, et à la *Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 (SQRI<sup>2</sup>)* du ministre Fitzgibbon. La préparation de ces grandes orientations de la recherche et de l'innovation ont parfois fait l'objet d'assises, parfois de grands forums, alimentées par de larges consultations. Chaque fois, le scientifique en chef s'est assuré que la recherche libre et fondamentale, tout comme le rôle du Fonds de recherche du Québec (FRQ), soient très présents dans ces politiques scientifiques.

*Le scientifique en chef s'est assuré que la recherche libre et fondamentale, tout comme le rôle du Fonds de recherche du Québec, soient très présents dans ces politiques scientifiques.*

La SQRI<sup>2</sup> a mis de l'avant le cercle vertueux de la chaîne d'innovation : la recherche fondamentale alimente la recherche appliquée, qui mène à l'incubation et à l'innovation, laquelle est soit implantée (sociale), soit commercialisée (technologique), et dont les retombées économiques retournent au soutien à la recherche fondamentale ! Ce cercle vertueux est incarné par le trio de l'innovation, dans lequel le scientifique en chef « personnifie » la recherche fondamentale et appliquée, l'innovateur en chef représente la phase d'incubation et d'innovation, alors que la PDG d'Investissement Québec incarne celle de la commercialisation et des retombées.

Notons également l'implication du scientifique en chef dans les travaux qui ont entre autres mené à la *Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027*, à la *Vision internationale du Québec* en 2019, à la *Stratégie maritime 2015-2030*, à la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028*, au *Plan d'agriculture durable 2020-2030* et à la *Réflexion collective sur l'encadrement de l'IA* du Conseil de l'innovation du Québec en 2023, auquel il siège comme membre du Conseil.

## 2. Rôle-conseil sur des dossiers prioritaires du gouvernement

Le rôle-conseil du scientifique en chef auprès du ou de la ministre en titre responsable de la science et des autres ministres et ministères s'est exercé dans des dossiers prioritaires des gouvernements qui se sont succédé. Qu'on pense au mandat reçu du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en 2020 pour réfléchir aux exigences de l'université québécoise du futur qui, au terme de travaux et de consultations d'un groupe de travail que le scientifique en chef a présidé, a mené au dépôt d'un rapport d'une douzaine de recommandations remis en 2022 à la ministre de l'Enseignement supérieur. Ces travaux ont, entre autres, alimenté la *Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire* et mené à la création de la Chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (Colibex) et au soutien de projets de recherche sur le financement des universités. C'est à la suite du colloque *L'université du XXI<sup>e</sup> siècle : enjeux, défis et perspectives*, organisé par le FRQ dans le cadre du congrès de l'Acfas en 2019, que le ministre a mandaté le scientifique en chef.

On peut aussi souligner sa participation intensive aux discussions, pendant la première année de la pandémie de COVID-19, avec la ministre de la Santé et des Services sociaux, son sous-ministre, le directeur général de la santé publique et le cabinet du premier ministre ; on peut aussi mentionner son rôle-conseil, comme décrit dans la *Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs*, pour la nomination du président et des membres du Comité consultatif sur les changements climatiques, lequel conseille le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en matière d'orientations, de



À la conférence sur les Unités mixtes internationales du CNRS en 2015  
Crédit photo : FRQ

programmes, de politiques et de stratégies. On se souviendra aussi de la volonté du premier ministre François Legault, en 2022, de créer une vingtaine de chaires de recherche d'études québécoises, mentionnant que le scientifique en chef aura la responsabilité de définir et d'établir les appels de propositions auprès de la communauté scientifique ; depuis, cinq chaires ont été annoncées.

### *Il arrive que la fonction de conseil scientifique s'exerce dans l'urgence de la vie politique.*

Enfin, dans le projet majeur des zones d'innovation du gouvernement de la CAQ, le scientifique en chef a joué un rôle important avec les directions scientifiques dans la réflexion et la mise en place de ces zones, qui étaient au nombre de cinq en 2026 (voir la section « Recherche intersectorielle et grands défis de société »). Il a agi à titre de membre du comité qui recommande la création d'une zone d'innovation.

## 3. Rôle-conseil dans un contexte d'urgence

Bien que le conseil scientifique puisse prendre la forme d'une revue de littérature sur un sujet donné ou sur tout autre moyen qui exige du temps, il arrive que cette fonction s'exerce dans l'urgence de la vie politique. Pour le scientifique en chef, cela signifie produire un avis sous forme de note, écrite ou verbale, à la suite d'une demande ponctuelle d'expertise scientifique d'un ministre sur un sujet auquel il doit répondre en chambre,

aux médias ou aux commettants de sa circonscription. Le très court terme signifie 24 à 48 heures pour produire un avis scientifique. Mentionnons, par exemple, le cas du déplacement des caribous, de l'interdiction des poissons-appâts ou de la réglementation sur les chiens pitbulls, des cas où la notion de temps diffère entre le milieu scientifique et le milieu politique : un ministre opère dans le temps court, alors que le scientifique du milieu académique est dans le temps long. Compte tenu des contraintes de temps, le scientifique en chef consulte des chercheurs et des chercheuses qui peuvent être des membres du conseil d'administration ou des comités scientifiques du FRQ, voire de la communauté scientifique dans son ensemble, afin de pouvoir fournir deux ou trois options de réponse au ministre, à la lumière de l'état de la science sur la question.

#### 4. Rôle-conseil lors de missions gouvernementales

Que ce soit dans le cadre des travaux de préparation ou dans le déploiement des missions gouvernementales à l'étranger, le scientifique en chef suggère pour le Québec des sujets de recherche stratégiques, de même que des universités, centres de recherche, organismes de financement et entreprises du pays hôte, dans l'optique d'établir des partenariats pour accroître les collaborations internationales. La section « Partenariats internationaux, positionnement du Québec et promotion de la diplomatie scientifique » traite de telles missions.



Accompagné de Mona Nemer, la conseillère scientifique en chef du Canada en 2022  
Crédit photo : FRQ

#### Collaborer avec le fédéral

Au fédéral, le scientifique en chef entretient des relations professionnelles avec la conseillère scientifique en chef du gouvernement canadien, tout en participant activement à des initiatives canadiennes, telle la Conférence annuelle sur les politiques scientifiques (CSPC). Au cours des années, il a développé des liens avec les présidents et les présidentes



À la 9<sup>e</sup> édition de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes avec des membres du comité Naylor en 2017  
Crédit photo : CSPC

du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), afin d'assurer une meilleure coordination entre les stratégies canadiennes et québécoises en matière de recherche et d'innovation. En 2020, il avait d'ailleurs organisé une mission des FRQ de deux jours à Ottawa, pour y rencontrer une dizaine d'organismes de recherche, dont les trois conseils et la FCI.

Tel que mentionné dans la section « PDG du Fonds de recherche du Québec », on note sa participation active en 2016 aux travaux du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la recherche fondamentale, le comité Naylor, pour revoir le financement public de la recherche au Canada. Mentionnons également son implication dans les prix Gairdner pour promouvoir le Québec scientifique dans l'attribution de ces prestigieux prix.



Déjeuner scientifique à l'Assemblée nationale avec Yoshua Bengio, l'un des pères de l'IA et le ministre Pierre Fitzgibbon, en 2019  
Crédit photo : FRQ

## La création de ponts entre la science et le politique

En 2022, le bureau du scientifique en chef a mis sur pied en lien avec la SQRI<sup>2</sup> le *Forum sciences et politiques du Québec*, qui organise des rencontres scientifiques avec les députés, les chefs de cabinet et les sous-ministres, afin de créer des liens entre ces deux sphères d'activité et de promouvoir l'usage de l'expertise scientifique dans la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques. Il promeut également la science auprès de la fonction publique par le biais de webinaires organisés en collaboration avec le Secrétariat aux emplois supérieurs. Quelques webinaires ont eu lieu à ce jour sur divers thèmes : désinformation, données administratives, accès à l'information scientifique, intelligence artificielle et liberté académique. Chacune de ces conférences interactives rassemblait quelques centaines de fonctionnaires.

*Le Forum sciences et politiques vise à créer des liens entre ces deux sphères d'activité et à promouvoir l'usage de l'expertise scientifique dans la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques.*

Le Forum mène aussi des études pour documenter le lien entre la science et la politique, et informe ses 600 membres des résultats obtenus par le biais d'une infolettre. En 2025, le bureau du scientifique en chef a publié un guide pour lutter contre la désinformation à l'intention des élus et de la fonction publique québécoise.

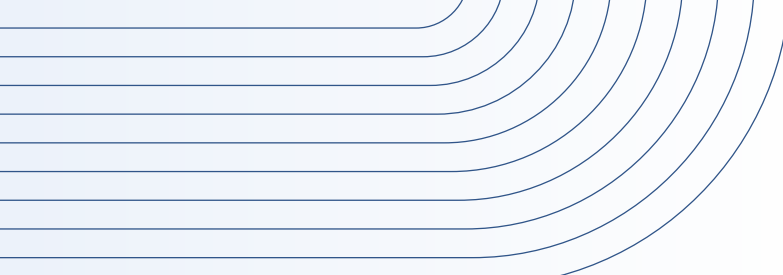
Toujours dans cette optique, L'interface, une initiative de l'Acfas et du bureau du scientifique en chef du Québec, vise

à former des membres de la communauté de la recherche à la compréhension du système politique québécois, de l'élaboration des politiques publiques et de l'administration publique. Une formation qui présente un aspect pratique par le développement d'une initiative auprès de l'administration publique à l'échelle provinciale ou municipale. À ce jour, trois cohortes d'une vingtaine de chercheurs et de chercheuses ont bénéficié de ce programme.

Par ailleurs, mandaté par le gouvernement du Québec pour développer des programmes de formation destinés aux élus et aux élues sur les multiples impacts des changements climatiques au Québec et dans le monde, le scientifique en chef a tenu deux formations sur la question, en collaboration avec le président du Comité consultatif sur les changements climatiques et le PDG d'Ouranos. La quasi-totalité de la députation a assisté à ces formations.

Notons qu'un atelier a été organisé en 2021 avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) sur la thématique de l'adaptation aux changements climatiques et de la gestion des eaux pluviales. Un deuxième atelier a été tenu pour des élus de la Ville de Montréal en 2021 sur le sujet de la gestion des matières résiduelles pour une transition écologique.

Tout au long de son mandat, le scientifique en chef a organisé une quinzaine de Déjeuners scientifiques au restaurant Le Parlementaire de l'Assemblée nationale à l'intention des élues et des élus, de leur personnel politique, ainsi que des ministres et des sous-ministres intéressés. Lors de ces rencontres, un à trois scientifiques dressent un état des consensus sur des enjeux d'importance pour le milieu politique ou sur des questions susceptibles de requérir des encadrements législatifs exigeant l'intervention de l'Assemblée nationale. Pensons à des sujets comme la technologie d'édition génomique CRISPR-Cas9, la course aux vaccins, la santé des enfants, la désinformation, l'intelligence artificielle, les inondations, le plein-emploi, les changements climatiques, la science des données, la radicalisation... Ces événements ont suscité leur lot d'échanges avec les élus et les élues. En moyenne, on en dénombrait 15 à 20 par déjeuner. La pandémie et les travaux de rénovation à l'Assemblée nationale ont passablement ralenti le rythme de la tenue de ce type d'activité.



# Des scientifiques en résidence, ici et ailleurs, aux scientifiques dans les municipalités

Au cours de son mandat, le scientifique en chef a développé les programmes *Scientifique en résidence* au niveau municipal, provincial et international. Le concept de scientifique en résidence s'est d'abord développé et imposé à l'international, pour être ensuite appliqué dans les ministères et les municipalités du Québec.

Les volets provincial et municipal du programme *Scientifique en résidence* permettent de développer ou de renforcer la pertinence de tenir compte de la science dans la prise de décision des organismes publics du Québec. Ils permettent aussi à la relève en recherche de développer ses compétences transversales à l'extérieur du milieu universitaire, de découvrir le travail au sein d'organisations publiques, de soutenir les collaborations entre les sphères scientifiques et les organismes publics, et de permettre à ces derniers d'accéder à des ressources humaines hautement qualifiées dans des domaines d'expertise ciblés.

*Au cours de son mandat, le scientifique en chef a développé les programmes Scientifique en résidence au niveau municipal, provincial et international.*

## Sur la scène municipale

Le Québec fait figure de pionnier en matière de conseil scientifique municipal. Le scientifique en chef a mis sur pied un programme de formation dans ce domaine pour les municipalités intéressées, afin de promouvoir la prise de décision tenant compte de la science et des données probantes, en plus d'offrir de nouvelles occasions de carrière aux doctorants.

Le volet municipal du programme *Scientifique en résidence* a été lancé en 2024 à titre de projet pilote dans les villes de Sherbrooke et de Laval. L'expérience ayant été concluante, six nouveaux titulaires ont été annoncés en 2026 pour les villes de Gatineau, Montréal, Victoriaville, Longueuil, Mirabel et Sainte-Marthe dont les mandats portent sur des préoccupations telles que l'eau potable, l'IA, l'itinérance, l'utilisation des données, la sécurité routière, etc.

*Le Québec fait figure de pionnier en matière de conseil scientifique municipal.*

## Sur la scène provinciale

En partenariat avec le Secrétariat du Conseil du trésor et le ministère du Conseil exécutif, le FRQ a offert aux ministères du gouvernement du Québec l'occasion d'accueillir pendant un an une personne ayant obtenu son doctorat, pour soutenir la réalisation de mandats complexes qui devaient être appuyés par la science.



Séance de travail autour du programme Scientifique en résidence en 2018  
Crédit photo : FRQ

Ainsi, en 2023-2024, ce sont huit résidences qui ont été comblées, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au Secrétariat du Conseil du trésor, au ministère de la Cybersécurité et du Numérique, au ministère du Travail, au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et, enfin, à l'Assemblée nationale et au Comité de consultation sur les changements climatiques. En 2025-2026, huit autres résidences ont été annoncées.

## Sur la scène internationale

En 2017, le scientifique en chef lançait le programme *Scientifique en résidence* dans les représentations du Québec à l'étranger, afin de promouvoir le Québec scientifique dans le monde, de faciliter la coopération et les collaborations scientifiques internationales et de contribuer à la diplomatie scientifique. Sous forme d'une bourse de niveau postdoctoral, les deux premiers doctorants ont été sélectionnés pour les

bureaux de Londres et de Munich. Depuis, plusieurs autres scientifiques en résidence ont foulé le sol des représentations du Québec dans le monde (voir la section « Relève et carrières en recherche »).

## Les scientifiques en chef et les municipalités

Dans une lettre parue dans le journal *Le Devoir* en 2023, le scientifique en chef suggérait aux municipalités de créer des postes de conseiller ou de scientifique en chef au sein de leurs administrations pour favoriser la prise de décision éclairée par la science. Une lettre qui a véritablement insufflé au milieu municipal l'idée de s'adjoindre une ressource pour apporter un éclairage scientifique à la prise de décision en matière de transport, d'habitation, d'adaptation aux changements climatiques, etc. Ces personnes peuvent fournir un soutien à la prise de décision par la voie d'un service-conseil neutre et désintéressé qui repose sur l'expertise scientifique et sur les résultats de recherche les plus pertinents. Elles peuvent aussi renforcer la culture scientifique au sein de l'administration publique et soutenir la collecte et le partage de données. Plusieurs municipalités québécoises ont manifesté un grand intérêt pour encourager le réflexe scientifique au sein de leurs équipes administratives et politiques.

*Le scientifique en chef a véritablement insufflé au milieu municipal l'idée de s'adjoindre une ressource pour apporter un éclairage scientifique à la prise de décision.*

À ce jour, en mai 2026, plusieurs municipalités, municipalités régionales de comté et communautés métropolitaines comptent sur un conseiller scientifique en chef. Les modèles déployés sont très variés et adaptés aux besoins locaux. Il y a le modèle interne, qui prévoit l'embauche d'une personne au sein même de la Ville, et le modèle externe, par la nomination d'une personne de l'extérieur qui œuvre dans une structure académique ou par la création d'un comité scientifique. Ainsi, on trouve un conseiller ou une conseillère scientifique en chef dans les villes de Victoriaville (associé à l'UQTR), Longueuil (embauché par la Ville),

Gatineau (associé à l'UQO), la Communauté métropolitaine de Montréal (embauché par la Ville), Sorel-Tracy (associé au CTTEI), Drummondville (associé à l'UQTR), Mirabel (associé à l'INRS), Salaberry-de-Valleyfield (associé à l'UQO), Sainte-Marthe (associé à l'ETS), Contrecoeur (associé à l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec), la municipalité de Deschambault-Grondines (associé à l'UQTR), la Communauté métropolitaine de Québec (associé à l'Université Laval), la Municipalité régionale de comté de Matawinie (associé à l'UQO) et la municipalité régionale de comté du Granit (associé à l'Université de Sherbrooke).

Mentionnons aussi la création de la Table des conseillères et des conseillers scientifiques en chef municipaux, sous l'impulsion du scientifique en chef et soutenue par le FRQ, dont la première rencontre a eu lieu en marge des assises de l'Union des municipalités du Québec en 2024. 

